



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.164/4
du 19 juin 2019

advies 66.164/4
van 19 juni 2019

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
exécution de l'ordonnance du
6 mars 2019 relative au Code
bruxellois de procédure fiscale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot uitvoering van de
ordonnantie van 6 maart 2019
betreffende de Brusselse
Codex Fiscale Procedure'

Le 10 mai 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 21 juin 2019 *, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant exécution de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 juin 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Florence PIRET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 juin 2019.

* Par courriel du 13 mai 2019.

*

Op 10 mei 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 21 juni 2019 * een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot uitvoering van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 juni 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Florence PIRET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 juni 2019.

* Bij e-mail van 13 mei 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'à la suite des élections du 26 mai 2019, celui-ci ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Dès lors que notamment les articles 48 à 52 et 68 du projet se rapportent au traitement de données à caractère personnel, la consultation de l'Autorité de protection des données est requise en vertu de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité et en fera mention au préambule.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 162, alinéa 1^{er}, de la Constitution dispose que « les institutions provinciales et communales sont réglées par la loi ».

Plusieurs dispositions du titre 3 de l'arrêté en projet, relatif à la collaboration entre la Région et les communes, désignent l'organe communal compétent pour adopter, signer ou notifier certains actes, qu'il s'agisse du bourgmestre, du collège des bourgmestre et échevins, d'un échevin ou du secrétaire communal.

Le Gouvernement régional bruxellois n'est pas compétent pour modifier les règles d'attribution de compétence des organes communaux fixées dans la Nouvelle loi communale, à moins qu'une habilitation législative l'y autorise.

Ainsi, par exemple, l'auteur du projet ne peut se prévaloir d'aucune habilitation législative pour désigner, en contradiction avec les dispositions de la Nouvelle loi communale, l'organe responsable de la communication à l'administration fiscale régionale de tout acte susceptible d'influer sur le service des centimes additionnels communaux repris par la Région, à savoir, selon l'article 57, § 1^{er}, du projet, le bourgmestre ou, à défaut, le secrétaire communal. La même observation vaut pour les articles 61, § 1^{er}, et 63, § 1^{er}, du projet.

Les dispositions du titre 3 de l'arrêté en projet seront revues à la lumière de l'observation qui précède.

C'est compte tenu de cette observation que sont formulées les observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 2 sera rédigé comme suit :

« Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 8 ; ».

2. L'ordonnance organique du 23 février 2006 'portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle', ne fournit pas de fondement légal au projet d'arrêté.

L'alinéa 3 sera omis.

Si, comme le souligne le délégué du Ministre, l'ordonnance du 23 février 2006 fait partie du cadre juridique dans lequel l'arrêté en projet est pris, la mention de son existence peut être envisagée dans les considérants du préambule, après la mention des formalités obligatoires en utilisant le mot « Considérant » au lieu du mot « Vu » ¹.

3. Il convient d'indiquer les articles de l'ordonnance du 6 mars 2019 'relative au Code bruxellois de procédure fiscale' (ci-après : « le Code ») qui fondent l'arrêté en projet, avec la mention de leurs subdivisions pertinentes ².

4. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mars 2015 'régulant le changement d'appellation du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', n'est ni modifié ni abrogé ou retiré par le texte en projet.

L'alinéa 5 sera omis ³.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 25 et 40.

² *Ibidem*, recommandation n^o 23.1.b).

³ *Ibidem*, recommandation n^o 23.1.c).

5. L'alinéa 9 sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 63.164/4 du Conseil d'État, donné le 19 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »⁴.

DISPOSITIF

Article 2

1. L'article 2, 1^o, 3^o à 8^o, et 10^o et 11^o, reproduit plusieurs définitions qui figurent à l'article 4 du Code.

Il n'appartient pas au Gouvernement de reproduire dans un arrêté d'exécution des définitions consacrées dans la norme législative qu'il exécute⁵.

Ces définitions seront omises.

2. En outre, l'auteur du projet veillera à mettre en œuvre, dans la disposition à l'examen, l'habilitation que lui confère l'article 4, 7^o, du Code.

Article 6

Dans l'intérêt de la sécurité juridique, mieux vaut préciser que la base imposable est arrondie au cent « inférieur ».

Article 8

L'article 8 qui ne fait que reproduire partiellement l'article 18 du Code, sera omis.

Articles 9 et 10

1. Les articles 9 et 10 déterminent les modalités de notification ou d'envoi électronique de l'avertissement-extrait de rôle et d'éventuels rappels.

⁴ *Ibidem*, recommandation n° 36.1 adaptée et formule F 3-5-2 adaptée.

⁵ *Ibidem*, recommandation n° 80.

Le dispositif est calqué sur les dispositions fédérales du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : « CIR 92 ») et son arrêté d'exécution (ci-après : « AR/CIR 92 »)⁶. Le système organisé au niveau fédéral prévoit, moyennant l'accord préalable du contribuable, la mise à disposition de ses avertissements-extraits de rôle sur le serveur du SPF Finances. Le contribuable y a accès via un lien à partir de son internet banking sécurisé. Concrètement, lorsque le contribuable consulte son internet banking, il reçoit un message qui l'informe qu'un document a été déposé sur le serveur du SPF Finances, auquel il peut accéder après un « clic de souris ».

Un tel système offre certaines garanties. Il peut, en effet, être attendu d'une personne qui recourt à l'internet banking qu'elle utilise fréquemment cette application. Ceci permet de supposer qu'elle prendra connaissance, en temps utile, des messages de dépôt des avertissements-extraits de rôle qui sont déposés sur le serveur du SPF Finances.

La question se pose de savoir si le système mis en place par la Région de Bruxelles-Capitale offre les mêmes garanties. Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Tout comme ses homologues fédéraux (par exemple *myminfin*) ou régionaux (par exemple le portail fiscal flamand), le Service public régional de Bruxelles Fiscalité travaille sur une solution d'accessibilité en ligne du dossier fiscal.

Les données personnelles – telles que l'AER – ne seront rendues accessibles qu'au moyen d'un login préalable (enregistrement au moyen de l'EID, Itsme, etc.).

La formulation plutôt large des dispositions étudiées est motivée par l'état actuel de développement des systèmes informatiques internes et par l'évolution rapide des technologies informatiques.

Les fonctionnalités et les canaux (futurs) par lesquels les contribuables seront informés de la disponibilité d'une AER sont :

- Le courrier ;
- Le SMS ;
- Via une notification de push au moyen d'une application mobile.

Les préférences et les coordonnées du contribuable pourront être saisies par lui-même dans la section profil de la plate-forme. Selon l'expérience du client et ses besoins, les options évolueront à l'avenir.

Étant donné que les développements informatiques sont toujours [en] cours et qu'ils n'ont pas encore été communiqués au public, nous ne souhaitons pas entrer dans le détail de leur fonctionnement.

La mention du compte bancaire a une double utilité. Tout d'abord, elle facilite les processus de remboursement et de paiement de sommes au contribuable. L'administration fiscale ayant vocation à reprendre le service des primes communales, et versant d'ores et déjà certaines primes comme dans le cas de la Prime Be Home payée à certains redevables du précompte immobilier, la mention du compte financier et surtout de tout changement de ce compte facilite et sécurise ces transactions en faveur du bénéficiaire.

⁶ Voir l'article 302 du CIR 92 et les articles 136/1 et 136/2 de l'AR/CIR 92.

Enfin, la mention du compte bancaire permet justement à l'administration fiscale de se trouver prête à développer des futurs moyens de notification d'internet banking tels que zoomit, dès lors que la plate-forme intermédiaire sera suffisamment développée et qu'elle offrira toutes les garanties techniques attendues tant par l'administration que le citoyen ».

Le texte en projet ne fait mention que de la mise à disposition électronique des avertissements-extraits de rôle et d'éventuels rappels « via la plateforme désignée par l'administration fiscale régionale », sans prévoir de service permettant d'avertir le contribuable du dépôt de ces documents. Or, il ne peut être raisonnablement attendu du contribuable qu'il vérifie régulièrement si l'un ou l'autre avertissement-extrait de rôle n'a pas été déposé sur la plateforme électronique de Bruxelles Fiscalité. Bon nombre d'institutions (mutuelles, écoles, etc.) disposent actuellement de plateformes électroniques semblables. Des systèmes sont cependant nécessairement mis en place pour s'assurer que les destinataires des documents sont systématiquement avertis du dépôt de ceux-ci sur les différentes plateformes électroniques.

L'obligation faite au contribuable de communiquer une adresse e-mail personnelle « s'il souhaite recevoir un message l'informant de la mise à disposition électronique de son avertissement-extrait de rôle »⁷ n'offre pas de garantie suffisante. Par ailleurs, le courriel envoyé ne constitue pas une notification officielle et il n'est pas exclu qu'il n'arrive pas chez le destinataire pour l'une ou l'autre raison.

Pour garantir la sécurité juridique et le droit de se pourvoir en réclamation, le contribuable doit, par une procédure utilisant des techniques informatiques fiables, être automatiquement prévenu du dépôt des avertissements-extraits de rôle et des rappels qui lui sont adressés. En effet, il ne faut pas perdre de vue que la mise à disposition électronique des avertissements-extraits de rôle prévue par le texte en projet fait courir les délais pour l'introduction de réclamations⁸ et pour le paiement de la taxe⁹.

L'arrêté en projet doit prévoir que le contribuable doit être automatiquement informé de la mise à disposition de ses avertissements-extraits de rôle et d'éventuels rappels. Il sera complété en conséquence.

2. L'article 10, § 2, du projet prévoit :

« Le compte bancaire, visé à l'article 9, § 2, 1°, est celui de l'un des contribuables faisant l'objet de la taxation commune. Si l'autre conjoint ne dispose pas de procuration sur ce compte ou si ce compte n'est pas commun aux deux conjoints, il est présumé que le titulaire du compte donne la faculté à l'autre conjoint d'exercer ses droits, particulièrement en matière de réclamation ».

Cette disposition n'a de sens que dans l'hypothèse où l'administration fiscale régionale développe, tel le système mis en place au niveau fédéral, un moyen de notification de la mise à disposition des avertissements-extraits de rôle via l'internet banking du contribuable.

⁷ Voir l'article 9, § 2, 2°, du projet.

⁸ Voir l'article 100, § 2, du Code.

⁹ Voir l'article 32 du Code.

Il serait cependant plus conforme au droit à se pourvoir en réclamation et au principe d'égalité de mettre un avertissement-extrait de rôle à la disposition de chacun des conjoints. Le dispositif en projet prévoit cependant que, dans certains cas, l'avertissement-extrait de rôle ne sera mis à la disposition que d'un seul contribuable, tandis que selon l'article 10, § 2, *in fine*, du projet, « il est présumé que le titulaire du compte donne la possibilité à l'autre conjoint d'exercer ses droits, particulièrement en matière de réclamation ». La question se pose de savoir si, dans ces cas, l'avertissement-extrait de rôle sera mis à la disposition de l'autre contribuable et à quel moment. Il semble par conséquent que le dispositif en projet puisse donner lieu à bon nombre de problèmes juridiques et pratiques, qui peuvent être évités en mettant systématiquement l'avertissement-extrait de rôle à disposition des deux conjoints¹⁰.

Un avertissement-extrait de rôle devrait également être mis à disposition de chacun des cohabitants légaux qui font l'objet d'une taxation commune.

Articles 12, 13, 15 et 16

Les articles 12, 13 et 15, qui paraphrasent l'article 35 du Code, seront omis.

L'article 16, 2°, sera revu en conséquence.

Article 18

L'article 18 prévoit que la garantie à fournir peut s'entendre d'un cautionnement en fonds publics.

Par souci de transparence et pour respecter le principe d'égalité entre les contribuables, il appartient à l'auteur du projet de préciser les fonds publics admissibles¹¹.

Article 23

Dans la version française, les verbes seront conjugués à l'indicatif présent.

Article 24

L'article 24, qui paraphrase l'article 51, § 1^{er}, du Code, sera omis.

¹⁰ Avis n° 54.777/3 donné le 15 janvier 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 février 2014 'portant exécution de l'article 302, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 concernant la réception des avertissements-extraits de rôle au moyen d'une procédure utilisant les techniques informatiques', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54777.pdf>. Voir également l'avis n° 52.866/2/3 donné 18 mars 2013 sur un avant-projet devenu les lois du 17 juin 2013 'portant des dispositions fiscales et financières et des dispositions relatives au développement durable' et du 17 juin 2013 'portant une meilleure perception d'amendes pénales', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/52866.pdf>.

¹¹ Comparer avec l'article 213 de l'AR/CIR 92.

Article 33

Par souci de transparence et pour garantir la sécurité juridique, l'article 33 prévoira que le contribuable est avisé des imputations qui sont opérées ¹².

Article 34

Au paragraphe 2, alinéa 6, il n'y a pas lieu de viser le paragraphe 1^{er}, qui a trait à la saisie-arrêt exécution communiquée par pli recommandé. Le recours à un envoi qui utilise les techniques de l'informatique n'est prévu que par le paragraphe 2 de l'article 34 du projet.

Article 36

L'alinéa 3 dispose que, lorsqu'ils exercent des poursuites en matière de taxes régionales, « les huissiers de justice ne peuvent prétendre à des droits ou frais plus élevés que ceux qui sont fixés à l'article 39 à peine de restitution, de dommages et intérêts et, s'il y a lieu, de l'application des peines disciplinaires prévues par l'article 533 du Code judiciaire ». Cette dernière disposition prévoit que l'huissier de justice ou le candidat-huissier de justice qui, par son comportement, porte atteinte à la dignité du corps des huissiers de justice ou qui manque à ses devoirs, peut faire l'objet des peines disciplinaires visées aux paragraphes 2 et 3 de cette disposition.

La Région de Bruxelles-Capitale n'est pas compétente pour déterminer, à l'égard des huissiers de justice, les manquements susceptibles d'être sanctionnés disciplinairement.

La disposition sera revue en conséquence.

Article 37

L'article 37 est calqué sur l'article 168 de l'AR/CIR 92, lequel s'applique aux huissiers des contributions directes. Ceux-ci exercent un mandat et sont commissionnés dans un ressort territorial déterminé.

À moins que l'auteur du projet n'entende réserver le même statut aux « agents compétents » visés à l'article 4, 8°, du Code, la rédaction de l'article 37 sera revue.

Articles 44 à 46

1. Tels qu'ils sont rédigés, les articles 44 à 46 semblent exclusivement concerner les établissements et les organismes de crédit visés à l'article 68, alinéa 1^{er}, du Code, à l'exclusion des administrations, établissements et organismes publics qui octroient des subsides d'un montant supérieur à 2000 euros (article 68, alinéa 2).

¹² Comparer avec l'article 163 de l'AR/CIR 92.

La disposition sera clarifiée dès lors que l'habilitation conférée au Gouvernement vise les deux catégories.

2. L'article 45, alinéa 2, du projet prévoit, dans sa version française, que la décision d'octroi d'un avantage en matière d'expansion économique doit prévoir que les fonds à provenir d'un crédit, d'un prêt ou d'une avance pour lequel cet avantage est demandé « ne sont libérés que si » l'intéressé s'acquitte de sa dette fiscale. La version française de l'article 46 du projet dispose par contre que les fonds précités ne sont libérés « à concurrence » du montant de la taxe exigible que si elle est payée.

Il convient de résoudre cette contradiction, dans la version française du projet, en prévoyant, comme dans la version néerlandaise, à l'article 45, alinéa 2, que la décision d'octroi de l'avantage prévoit que les fonds ne peuvent être « intégralement » libérés que si l'intéressé a acquitté sa dette fiscale.

Articles 48 et 52

1. Pour se conformer à l'article 69, § 1^{er}, 2°, du Code, il y a lieu de prévoir, à l'article 48, § 1^{er}, 2°, du projet, que l'envoi doit se faire par lettre recommandée avec accusé de réception.

2. Le paragraphe 2 de l'article 48, qui est contraire à l'article 69, § 2, alinéa 2, du Code, sera omis.

3. Au paragraphe 3, 4°, de l'article 48, il convient de se référer à l'article 74, § 2, alinéa 2, du Code, qui constitue le fondement légal permettant l'utilisation des numéros d'identification visés.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 49, § 3, 4° et 5°, et 50, § 3, 5°, 7°, b), 8°, b), 9°, b), et 10°, b), du projet.

4. L'article 52 du projet, visé aux articles 48, § 3, 4°, 49, § 3, 4° et 5°, et 50, § 3, 5°, 7°, b), 8°, b), 9°, b), et 10°, b), du projet, sera omis dès lors qu'il ne fait que reproduire, qui plus est de manière incorrecte, l'article 74, § 2, alinéa 2, du Code.

Article 49

1. Le paragraphe 1^{er}, qui paraphrase de manière incorrecte l'article 70, alinéas 1^{er} et 2, du Code, sera omis.

2. Le paragraphe 2, qui est contraire à l'article 70, alinéa 3, du Code sera également omis.

3. Au paragraphe 3, 8°, il convient de viser tous les accessoires de la taxe, conformément à l'article 70, alinéa 1^{er}, du Code, y compris donc les éventuels centimes additionnels, amendes administratives et frais de poursuites (article 4, 3°, du Code).

4. Le paragraphe 3 (deuxième occurrence), qui reproduit partiellement l'article 74, § 4, du Code, sera omis.

Article 50

Le paragraphe 2, qui est contraire à l'article 71, § 2, alinéa 3, du Code, sera omis.

Article 54

Il y a lieu de préciser que le contrevenant peut, lors de l'audition, se faire assister et non pas seulement se faire représenter en son absence.

Article 56

À l'alinéa 1^{er}, mieux vaut remplacer les mots « Nonobstant la » par les mots « En cas de ».

Article 59

L'article 59, qui reproduit une règle déjà inscrite à l'article 7 du projet, sera omis.

Article 60

La règle selon laquelle la décision de la commune de mettre fin à la reprise du service d'une taxe communale incombe au conseil communal est consacrée par l'article 109, § 5, alinéa 1^{er}, du Code.

En conséquence, le paragraphe 4, alinéa 2, sera rédigé comme suit :

« La décision de la commune de mettre fin à la reprise du service d'une taxe communale visée à l'article 109, § 5, alinéa 1^{er}, du Code est notifiée (la suite comme au projet) ».

Une observation analogue vaut pour les articles 62, § 5, alinéa 2, et 65, § 5, alinéa 2.

Article 61

Au paragraphe 1^{er}, il convient de renvoyer à « l'article 60, § 3, alinéa 2 », du projet, qui vise le règlement communal annexé à la notification de la décision de transfert, plutôt qu'à « l'article 60, § 1^{er}, alinéa 2 », qui vise le règlement communal annexé à la décision de lancer la procédure de négociation du protocole d'accord, le règlement communal en cause pouvant entretemps avoir subi des modifications.

Article 62

1. Au paragraphe 2, dans la version française, les mots « dans ses attributions » seront omis.

2. Le paragraphe 4, qui prévoit que « la reprise du service de la prime communale n'est opérante qu'une fois que la notification visée au paragraphe 3, a été effectuée » semble contraire à l'article 115, § 3, alinéa 2, du Code, qui dispose que la décision de transfert « fixe sa date d'entrée en vigueur, conformément à ce que prévoit le protocole ».

La même observation vaut pour l'article 65, § 4, du projet qui, pour les mêmes motifs, paraît contraire à l'article 118, § 4, alinéa 2, du Code.

Article 63

Au paragraphe 1^{er}, il convient de viser « l'article 62, § 3, alinéa 2 » du projet.

Article 64

L'article 118, § 1^{er}, du Code dispose que le Gouvernement fixe les modalités du recouvrement forcé des montants dus aux communes qui n'ont pas été payés dans les délais prévus, lorsque l'administration fiscale régionale est chargée de ce recouvrement.

L'article 64 du projet prévoit que, conformément à l'article 118, § 1^{er}, alinéa 4, du Code, le recouvrement des montants dus aux communes peut être poursuivi conformément aux dispositions du titre 2, chapitre 4, de l'arrêté en projet. Ce chapitre comprend deux sections : Sûreté (section 1^{ère}) et Poursuites (section 2).

Il convient également de renvoyer aux dispositions pertinentes du Code, relatives au recouvrement, qui contiennent les règles de base en la matière.

Par ailleurs, lorsqu'il fixe les modalités du recouvrement des montants dus aux communes, l'auteur du projet doit veiller à ne pas créer de différence de traitement injustifiée entre les contribuables selon que ce recouvrement se fonde sur les dispositions du Code et de son arrêté d'exécution ou sur les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 'relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales', qui renvoie, pour partie, aux dispositions du CIR 92 et de l'AR/CIR 92.

La disposition en projet sera revue à la lumière de cette observation.

Article 66

1. Le paragraphe 1^{er}, qui paraphrase l'article 119, § 3, du Code, sera omis.
2. L'article 119 du Code dispose comme suit :

« § 1^{er}. Dans le cadre de l'exécution des obligations de droit international et de droit européen, d'assistance et de coopération en matière fiscale, de la Région, l'administration fiscale régionale dispose des compétences décrites au titre 2 du présent Code.

L'administration fiscale régionale peut, dans ce cadre, aussi recourir aux mesures de recouvrement prévues par le présent Code et par ses arrêtés d'exécution.

§ 2. L'agent compétent peut, dans les circonstances décrites au paragraphe 1^{er}, recueillir des attestations écrites, entendre des tiers, procéder à des enquêtes et requérir, dans le délai qu'il fixe – ce délai pouvant être prolongé en cas de force majeure – des personnes physiques ou morales, ainsi que des associations n'ayant pas la personnalité juridique, la production de tout renseignement qu'il juge nécessaires pour répondre aux obligations d'assistance et de coopération en matière fiscale de la Région.

Un établissement de banque, de change, de crédit ou d'épargne est considéré comme un tiers soumis sans restriction à l'application des dispositions de l'alinéa premier.

§ 3. L'agent compétent peut infliger une amende administrative d'un montant compris entre 125 euros et 50.000 euros aux :

- 1° personnes qui refusent de coopérer à l'enquête visée au paragraphe 2 ;
- 2° personnes qui ne fournissent pas ou qui ne fournissent pas dans les délais les informations demandées sur la base du paragraphe 2.

Le Gouvernement fixe l'échelle des amendes susmentionnées et règle les modalités d'application de celles-ci.

Ces amendes sont établies et recouvrées suivant les règles qui sont d'application pour les taxes ».

En exécution de l'article 119, § 3, du Code, l'article 66, § 2, du projet fixe deux échelles d'amendes administratives. Le contrevenant qui prouve que l'amende est due à des circonstances indépendantes de sa volonté peut se voir infliger des montants d'amendes de moindre importance, l'amende n'étant « annulée » que s'il est établi que l'infraction résulte de la force majeure, ce qui suppose l'existence d'un obstacle imprévisible, irrésistible et extérieur au contrevenant.

Les articles 81 à 86 du Code prévoient la possibilité d'imposer des amendes administratives dans toute une série d'hypothèses qu'ils visent, notamment en cas d'infraction aux dispositions du Code ou de ses arrêtés d'exécution. Des amendes peuvent donc être infligées en cas de refus de coopérer ou de fournir des renseignements dans le cadre des investigations visées aux articles 54 à 65 du Code¹³. L'article 82, § 1^{er}, 1^o, du Code exclut cependant l'imposition d'une amende lorsque l'infraction est due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable.

Les échelles d'amendes applicables varient selon que l'infraction est manifestement non imputable à la mauvaise foi ou à l'intention d'éluder la taxe ou, au contraire, est due à une intention frauduleuse ou à dessein de nuire (articles 82 et 83 du Code).

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité, les raisons pour lesquelles, pour les infractions visées à l'article 119, § 2, du Code, le refus de coopérer à une enquête fiscale peut conduire à l'imposition d'une amende lorsque l'infraction est due à des circonstances indépendantes de la volonté du contrevenant, alors que, pour des infractions potentiellement de même nature, l'article 82 du Code exclut, dans les mêmes circonstances, l'imposition de toute amende administrative.

La circonstance que l'amende visée à l'article 119 du Code est infligée dans le cadre de l'assistance mutuelle entre États ne permet pas à priori de justifier une telle différence de traitement.

En tout état de cause, l'amende administrative ne pourra être appliquée lorsque le redevable qui a refusé de communiquer un renseignement se trouve dans les conditions qui lui permettent de faire valoir son droit au silence qui se déduit de l'article 6 de la Convention 'de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales', signée à Rome le 4 novembre 1950¹⁴.

Le paragraphe 2 sera revu à la lumière des observations qui précèdent.

3. Au paragraphe 3, alinéa 2, il convient de prévoir que le contrevenant est présumé, sauf preuve contraire, avoir pris connaissance de l'amende administrative le septième jour qui suit « la date d'envoi de la décision telle qu'elle figure sur la lettre de notification de la décision d'imposition de l'amende administrative ». En effet, un délai incertain peut s'écouler entre la prise de décision et sa notification au contrevenant.

¹³ Infractions qui seraient nécessairement étrangères aux obligations d'assistance et de coopération en matière fiscale de la Région, visées à l'article 119 du Code. En effet, les articles 81 à 86 du Code ne s'appliquent pas lorsque des dispositions particulières prévoient d'autres amendes administratives.

¹⁴ Avis n° 51.868/2/V donné le 12 septembre 2012 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 21 décembre 2012 'établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale', *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2012-2013, n° A-325, pp. 27 à 31, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/51868.pdf>.

Ceci étant, pour garantir la sécurité juridique, il serait préférable de fixer un délai présumé de prise de connaissance de la décision d'imposition de l'amende à compter de la date d'envoi du pli recommandé visé au paragraphe 4. En effet, seul le dépôt du pli recommandé permet de donner date certaine à l'envoi de la décision précitée.

Article 68

L'article 121, § 3, du Code habilite le Gouvernement à déterminer les modalités de la gestion électronique des dossiers de l'administration fiscale régionale. Cette habilitation implique, à tout le moins, l'adoption de règles de sécurité relatives à l'enregistrement, la conservation, la reproduction et la transmission des données contenues dans ces dossiers.

L'article 68 du projet, qui se contente d'indiquer que cette gestion « se fait par les applications informatiques implémentées au sein de l'administration fiscale régionale » ne fixe aucune modalité de la gestion de ces dossiers.

La disposition sera revue compte tenu de cette observation.

Article 69

L'alinéa 4, qui prévoit que « [l]a signature ne doit pas être certifiée pour être valable dans le cadre du fonctionnement de l'administration fiscale régionale », manque de clarté.

Dans un souci de sécurité juridique, il convient de préciser les cas et les conditions dans lesquels une signature électronique non certifiée peut être considérée comme valable.

Article 72

Le titre 4 du Code est, conformément à l'article 145, § 3, de celui-ci, entré en vigueur le 19 mars 2019, jour de sa publication au *Moniteur belge*.

En conséquence, l'article 72 sera omis.

OBSERVATION FINALE

Pour améliorer la lisibilité de l'arrêté en projet, les intitulés des chapitres 2, 3 et 5 du titre 2 devraient être identiques aux intitulés des chapitres et sections correspondants du Code.

En conséquence, le mot « impôt » figurant dans les intitulés des chapitres 2 et 3, dans la version française du texte en projet, devrait être remplacé par le mot « taxe » utilisé dans le Code.

L'intitulé du chapitre 5 « Obligations d'information » devrait être remplacé par l'intitulé « Obligations d'information des tiers » (section 3 du chapitre 5 du titre 2 du Code).

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de regering op het feit dat de regering ten gevolge van de verkiezingen van 26 mei 2019 sedert die datum niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Doordat met name de artikelen 48 tot 52 en 68 van het ontwerp betrekking hebben op de verwerking van persoonsgegevens, dient de Gegevensbeschermingsautoriteit daarover te worden geraadpleegd krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld en moet vervolgens in de aanhef vermelden dat dit vormvereiste is vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 162, eerste lid, van de Grondwet bepaalt het volgende:

“De provinciale en gemeentelijke instellingen worden bij de wet geregeld”.

Verscheidene bepalingen van titel 3 van het ontworpen besluit, die handelt over de samenwerking tussen het gewest en de gemeenten, wijzen aan welk gemeentelijk orgaan – de burgemeester, het college van burgemeester en schepenen, een schepen of de gemeentesecretaris – bevoegd is om bepaalde handelingen vast te stellen, te ondertekenen of ter kennis te brengen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering is niet bevoegd om wijzigingen aan te brengen in de regels voor toekenning van bevoegdheden aan gemeentelijke organen die in de Nieuwe Gemeentewet zijn vastgesteld, tenzij haar daartoe een wettelijke machtiging is verleend.

Zo bijvoorbeeld kan de steller van het ontwerp zich op geen enkele wettelijke machtiging beroepen om in strijd met de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet het orgaan aan te wijzen dat ervoor verantwoordelijk is om aan de gewestelijke fiscale administratie elke handeling mee te delen die een invloed kan hebben op de dienst van de gemeentelijke opcentiemen die door het gewest is overgenomen. Volgens artikel 57, § 1, van het ontwerp is dat orgaan de burgemeester of, bij ontstentenis daarvan, de gemeentesecretaris. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 61, § 1, en 63, § 1, van het ontwerp.

De bepalingen van titel 3 van het ontworpen besluit moeten worden herzien in het licht van de voorgaande opmerking.

De hiernavolgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt in het licht van deze opmerking.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het tweede lid moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8;”.

2. De organieke ordonnantie van 23 februari 2006 ‘houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle’ biedt geen rechtsgrond voor het ontwerpbesluit.

Het derde lid moet worden weggelaten.

Wanneer, zoals de gemachtigde van de minister heeft onderstreept, de ordonnantie van 23 februari 2006 deel uitmaakt van het juridische kader waarin het ontwerpbesluit wordt uitgevaardigd, kan het bestaan ervan worden vermeld in de overwegingen van de aanhef, na de vermelding van de verplichte vormvereisten en voorafgegaan door het woord “Overwegende” in plaats van de woorden “Gelet op”.¹

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 25 en 40.

3. De artikelen van de ordonnantie van 6 maart 2019 ‘betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure’ (hierna: “de Codex”) waarop het ontworpen besluit steunt, moeten worden vermeld met opgave van de relevante onderdelen ervan.²

4. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2015 ‘tot regeling van de naamswijziging van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ wordt noch gewijzigd, noch opgeheven of ingetrokken bij de ontworpen tekst.

Het vijfde lid moet worden weggelaten.³

5. Het negende lid moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op advies 63.164/4 van de Raad van State, gegeven op 19 juni 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”⁴

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In artikel 2, 1°, 3° tot 8°, en 10° en 11°, worden een aantal definities uit artikel 4 van de Codex overgenomen.

Het komt de regering niet toe om in een uitvoeringsbesluit definities over te nemen die zijn vastgelegd in de wetgevende norm die ze ten uitvoer legt.⁵

Die definities moeten worden weggelaten.

2. Bovendien moet de steller van het ontwerp erop toezien dat in de voorliggende bepaling uitvoering wordt gegeven aan de machtiging die haar bij artikel 4, 7°, van de Codex wordt verleend.

Artikel 6

Ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn te preciseren dat de belastbare basis wordt afgerond op de “lagere” cent.

² *Ibidem*, aanbeveling 23.1, b).

³ *Ibidem*, aanbeveling 23.1.c).

⁴ *Ibidem*, aangepaste aanbeveling 36.1 en aangepaste formule F 3-5-2.

⁵ *Ibidem*, aanbeveling 80.

Artikel 8

Aangezien artikel 8 niets meer is dan een gedeeltelijke weergave van de bewoordingen van artikel 18 van de Codex, moet het worden weggelaten.

Artikelen 9 en 10

1. De artikelen 9 en 10 bepalen de wijze waarop het aanslagbiljet en eventuele aanmaningen ter kennis worden gebracht of elektronisch worden verzonden.

Het dispositief neemt de federale bepalingen van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 (hierna: “WIB 92”) en het uitvoeringsbesluit ervan (hierna: “KB/WIB 92”) over.⁶ De regeling die op het federale niveau is ingevoerd voorziet erin dat de aanslagbiljetten van de belastingplichtige, mits hij daarmee vooraf heeft ingestemd, ter beschikking worden gesteld op de server van de FOD Financiën. De belastingplichtige heeft daartoe toegang via een link vanuit zijn beveiligde applicatie voor internetbankieren. *In concreto* ontvangt de belastingplichtige, wanneer hij zijn applicatie voor internetbankieren raadpleegt, een bericht waarin hem wordt gemeld dat op de server van de FOD Financiën een document is geplaatst waartoe hij met een muisklik toegang kan krijgen.

Een dergelijke regeling biedt een aantal waarborgen. Van een persoon die internetbankiert, kan immers worden verwacht dat hij die toepassing vaak gebruikt. Er mag dan ook van worden uitgegaan dat hij te zijner tijd kennis zal nemen van de berichten waarbij hij ervan op de hoogte wordt gebracht dat er een belastingaangifte op de server van de FOD Financiën is geplaatst.

De vraag rijst of de regeling die de Brusselse Hoofdstedelijke Regering invoert, dezelfde waarborgen biedt. Op die vraag heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Tout comme ses homologues fédéraux (par exemple *myminfin*) ou régionaux (par exemple le portail fiscal flamand), le Service public régional de Bruxelles Fiscalité travaille sur une solution d’accessibilité en ligne du dossier fiscal.

Les données personnelles – telles que l’AER – ne seront rendues accessibles qu’au moyen d’un login préalable (enregistrement au moyen de l’EID, Itsme, etc.).

La formulation plutôt large des dispositions étudiées est motivée par l’état actuel de développement des systèmes informatiques internes et par l’évolution rapide des technologies informatiques.

Les fonctionnalités et les canaux (futurs) par lesquels les contribuables seront informés de la disponibilité d’une AER sont :

- Le courrier ;
- Le SMS ;
- Via une notification de push au moyen d’une application mobile.

⁶ Zie artikel 302 van het WIB 92 en de artikelen 136/1 en 136/2 van het KB/WIB 92.

Les préférences et les coordonnées du contribuable pourront être saisies par lui-même dans la section profil de la plate-forme. Selon l'expérience du client et ses besoins, les options évolueront à l'avenir.

Étant donné que les développements informatiques sont toujours [en] cours et qu'ils n'ont pas encore été communiqués au public, nous ne souhaitons pas entrer dans le détail de leur fonctionnement.

La mention du compte bancaire a une double utilité. Tout d'abord, elle facilite les processus de remboursement et de paiement de sommes au contribuable. L'administration fiscale ayant vocation à reprendre le service des primes communales, et versant d'ores et déjà certaines primes comme dans le cas de la Prime Be Home payée à certains redevables du précompte immobilier, la mention du compte financier et surtout de tout changement de ce compte facilite et sécurise ces transactions en faveur du bénéficiaire.

Enfin, la mention du compte bancaire permet justement à l'administration fiscale de se trouver prête à développer des futurs moyens de notification d'internet banking tels que zoomit, dès lors que la plate-forme intermédiaire sera suffisamment développée et qu'elle offrira toutes les garanties techniques attendues tant par l'administration que le citoyen."

De ontworpen tekst maakt enkel melding van de elektronische terbeschikkingstelling van aanslagbiljetten en van eventuele aanmaningen "via het platform aangeduid door de gewestelijke fiscale administratie", maar voorziet niet in een dienst waarmee de belastingplichtige ervan op de hoogte gebracht kan worden dat die documenten beschikbaar zijn gesteld op het platform. Van de belastingplichtige kan echter niet redelijkerwijze verwacht worden dat hij regelmatig controleert of een bepaald aanslagbiljet op het elektronische platform van Brussel Fiscaliteit is geplaatst. Momenteel beschikken heel wat instellingen (ziekenfondsen, scholen, enz.) over soortgelijke elektronische platformen. Er worden echter noodzakelijkerwijze regelingen ingevoerd om er zeker van te zijn dat de geadresseerden van de documenten er telkens van verwittigd worden dat die documenten op de verschillende elektronische platformen geplaatst zijn.

De verplichting die aan de belastingplichtige opgelegd wordt om een persoonlijk e-mailadres mee te delen "indien hij een informatieve boodschap betreffende de elektronische terbeschikkingstelling van zijn aanslagbiljet wenst te ontvangen"⁷ biedt onvoldoende garanties. Bovendien vormt het verstuurd e-mailbericht geen officiële kennisgeving en is het niet uitgesloten dat het om één of andere reden de geadresseerden ervan niet bereikt.

Om de rechtszekerheid en het recht op bezwaar te waarborgen moet de belastingplichtige door middel van een procedure waarbij betrouwbare informaticatechnieken gebruikt worden automatisch verwittigd worden van het feit dat er aan hem gerichte aanslagbiljetten of aanmaningen geplaatst zijn op het platform. Er mag immers niet uit het oog verloren worden dat de elektronische terbeschikkingstelling van aanslagbiljetten waarin de ontworpen tekst voorziet de termijn doet ingaan voor het indienen van bezwaarschriften⁸ en voor de betaling van de belasting.⁹

⁷ Zie artikel 9, § 2, 2°, van het ontwerp.

⁸ Zie artikel 100, § 2, van de Codex.

⁹ Zie artikel 32 van de Codex.

Het ontworpen besluit moet erin voorzien dat de belastingplichtige automatisch verwittigd moet worden van de terbeschikkingstelling van zijn aanslagbiljetten en van eventuele aanmaningen. Het moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

2. Artikel 10, § 2, van het ontwerp bepaalt het volgende:

“De bankrekening, bedoeld in artikel 9, § 2, 1°, is deze van één van de aan de gezamenlijke heffing onderworpen belastingplichtigen. Indien de andere echtgenoot niet beschikt over een volmacht over die rekening of indien deze rekening niet toebehoort aan beide echtgenoten, wordt verondersteld dat de rekeninghouder aan de andere echtgenoot de mogelijkheid geeft om zijn rechten, in het bijzonder inzake het bezwaar, uit te oefenen.”

Die bepaling heeft enkel zin indien de gewestelijke fiscale administratie een middel uitwerkt, zoals het systeem dat ingevoerd is op federaal niveau, waarmee de belastingplichtige ter kennis kan worden gebracht dat de aanslagbiljetten via zijn applicatie voor internetbankiers ter beschikking zijn gesteld.

Het zou evenwel meer in overeenstemming zijn met het recht op bezwaar en het gelijkheidsbeginsel om aan elk van de echtgenoten een aanslagbiljet aan te bieden. Het ontworpen dispositief bepaalt echter dat het aanslagbiljet in bepaalde gevallen slechts aan één belastingplichtige ter beschikking gesteld zal worden, terwijl volgens artikel 10, § 2, *in fine*, van het ontwerp “wordt verondersteld dat de rekeninghouder aan de andere echtgenoot de mogelijkheid geeft om zijn rechten, in het bijzonder inzake het bezwaar, uit te oefenen”. De vraag rijst of en wanneer het aanslagbiljet in die gevallen aan de andere belastingplichtige ter beschikking gesteld zal worden. Het ontworpen dispositief lijkt dan ook aanleiding te kunnen geven tot heel wat juridische en praktische problemen, die te vermijden zijn door het aanslagbiljet steeds aan beide echtgenoten ter beschikking te stellen.¹⁰

Er zou eveneens een belastingaangifte ter beschikking gesteld moeten worden van elk van de samenwonenden die gezamenlijk belast worden.

Artikelen 12, 13, 15 en 16

De artikelen 12, 13 en 15, die artikel 35 van de Codex parafraseren, moeten weggelaten worden.

Artikel 16, 2°, moet dienovereenkomstig herzien worden.

¹⁰ Advies 54.777/3, op 15 januari 2014 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 7 februari 2014 ‘tot uitvoering van artikel 302, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de aanbidding van aanslagbiljetten door middel van een procedure waarbij informatietechnieken worden gebruikt’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54777.pdf>. Zie ook advies 52.866/2/3, op 18 maart 2013 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 17 juni 2013 ‘houdende fiscale en financiële bepalingen en bepalingen betreffende de duurzame ontwikkeling’ en de wet van 17 juni 2013 ‘houdende betere inning van penale boeten’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/52866.pdf>.

Artikel 18

Artikel 18 bepaalt dat de te verstrekken waarborg uit een borgtocht in overheidsfondsen kan bestaan.

In het belang van de transparantie en met het oog op de inachtneming van het beginsel van de gelijkheid van de belastingplichtigen dient de steller van het ontwerp te preciseren welke overheidsfondsen in aanmerking komen.¹¹

Artikel 23

In de Franse tekst moeten de werkwoorden in de onvoltooid tegenwoordige tijd vervoegd worden.

Artikel 24

Artikel 24, dat een parafrasering is van artikel 51, § 1, van de Codex, moet weggelaten worden.

Artikel 33

In het belang van de transparantie en ter wille van de rechtszekerheid moet in artikel 33 bepaald worden dat aan de belastingplichtige kennis gegeven wordt van de gedane aanrekeningen.¹²

Artikel 34

In paragraaf 2, zesde lid, dient niet verwezen te worden naar paragraaf 1, die betrekking heeft op het uitvoerend beslag waarvan bij een aangetekende brief kennisgegeven wordt. Alleen paragraaf 2 van artikel 34 van het ontwerp voorziet in het werken met een zending waarbij informatietechnieken gebruikt worden.

Artikel 36

Het derde lid bepaalt dat gerechtsdeurwaarders bij de uitoefening van de vervolgingen inzake de gewestbelastingen “geen aanspraak [mogen] maken op hogere of andere rechten of kosten dan die welke in artikel 39 vastgesteld zijn, op straffe van terugbetaling, schadevergoeding en interesten en, desnoods, toepassing van de bij artikel 533 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde tuchtstraffen”. Het laatstgenoemde artikel bepaalt dat de gerechtsdeurwaarder of kandidaat-gerechtsdeurwaarder die door zijn gedrag afbreuk doet aan de

¹¹ Vergelijk met artikel 213 van het KB/WIB 92.

¹² Vergelijk met artikel 163 van het KB/WIB 92.

waardigheid van het gerechtsdeurwaarderskorps of die zijn plichten verzuimt, de tuchtstraffen waarin is voorzien in paragraaf 2 en in paragraaf 3 van die bepaling kan oplopen.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is niet bevoegd om de tekortkomingen te bepalen waarvoor de gerechtsdeurwaarders tuchtrechtelijk gestraft kunnen worden.

De bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 37

Artikel 37 is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 168 van het KB/WIB 92, dat geldt voor de deurwaarders van de directe belastingen. Deze laatsten oefenen een ambt uit en worden aangesteld in een bepaald ambtsgebied.

Tenzij het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om hetzelfde statuut toe te kennen aan de “bevoegde agenten” bedoeld in artikel 4, 8°, van de Codex, moet de redactie van artikel 37 herzien worden.

Artikelen 44 tot 46

1. Zoals de artikelen 44 tot 46 gesteld zijn, lijken ze uitsluitend betrekking te hebben op de kredietinstellingen of -inrichtingen bedoeld in artikel 68, eerste lid, van de Codex, met uitsluiting van de administraties en openbare instellingen of organisaties die subsidies toekennen voor een bedrag hoger dan 2.000 euro (artikel 68, tweede lid).

De bepaling moet verduidelijkt worden, aangezien de aan de regering verleende machtiging op beide categorieën betrekking heeft.

2. De Franse tekst van artikel 45, tweede lid, van het ontwerp bepaalt dat “in de beslissing tot toekenning van een voordeel inzake economische expansie moet staan dat de fondsen afkomstig van een krediet, een lening of een voorschot waarvoor dat voordeel is gevraagd “ne sont libérés que si l'intéressé s'acquitte de sa dette fiscale”. De Franse tekst van artikel 46 van het ontwerp bepaalt evenwel dat de genoemde fondsen “sont libérés ‘à concurrence’ [du] montant” van de opeisbare belasting nadat deze betaald is.

Die contradictie in de Franse tekst dient weggewerkt te worden door, zoals in de Nederlandse tekst, in artikel 45, tweede lid, te bepalen dat in de beslissing tot toekenning van het voordeel moet staan dat de fondsen pas volledig kunnen worden vrijgegeven (libérés “intégralement”) wanneer de belanghebbende zijn belastingsschuld heeft betaald.

Artikelen 48 en 52

1. Ter wille van de overeenstemming met artikel 69, § 1, 2°, van de Codex, dient in artikel 48, § 1, 2°, van het ontwerp bepaald te worden dat de verzending moet gebeuren bij aangetekende brief met ontvangstmelding.

2. Paragraaf 2 van artikel 48, die in strijd is met artikel 69, § 2, tweede lid, van de Codex, moet weggelaten worden.

3. In paragraaf 3, 4°, van artikel 48 dient verwezen te worden naar artikel 74, § 2, tweede lid, van de Codex, dat de rechtsgrond vormt op basis waarvan gebruikgemaakt kan worden van de bedoelde identificatienummers.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 49, § 3, 4° en 5°, en 50, § 3, 5°, 7°, b), 8°, b), 9°, b), en 10°, b), van het ontwerp.

4. Artikel 52 van het ontwerp waarnaar in de artikelen 48, § 3, 4°, 49, § 3, 4° en 5°, en 50, § 3, 5°, 7°, b), 8°, b), 9°, b), en 10°, b), van het ontwerp verwezen wordt, moet weggelaten worden, aangezien het louter artikel 74, § 2, tweede lid, van de Codex overneemt, en dan nog niet correct.

Artikel 49

1. Paragraaf 1, die artikel 70, eerste en tweede lid, van de Codex verkeerd parafraseert, moet weggelaten worden.

2. Paragraaf 2, die in strijd is met artikel 70, derde lid, van de Codex, moet eveneens weggelaten worden.

3. In paragraaf 3, 8°, dienen, overeenkomstig artikel 70, eerste lid, van de Codex, alle toebehoren van de belasting vermeld te worden, dus ook de eventuele aanvullende opcentiemen, administratieve boetes en kosten van vervolging (artikel 4, 3°, van de Codex).

4. De tweede paragraaf 3, die artikel 74, § 4, van de Codex gedeeltelijk overneemt, moet worden weggelaten.

Artikel 50

Paragraaf 2 is strijdig met artikel 71, § 2, derde lid, van de Codex en moet worden weggelaten.

Artikel 54

Er dient nader te worden bepaald dat de overtreder zich tijdens de hoorzitting niet enkel kan laten vertegenwoordigen indien hij afwezig is, maar zich ook kan laten bijstaan.

Artikel 56

In het eerste lid zou het woord “Niettegenstaande de overname” beter worden vervangen door de woorden “In het geval van overname”.

Artikel 59

Artikel 59 herhaalt een regel die al in artikel 7 van het ontwerp staat, en moet worden weggelaten.

Artikel 60

De regel dat de beslissing van de gemeente om een einde te maken aan de overname van de dienst van een gemeentelijke belasting, dient genomen te worden door de gemeenteraad, is vastgelegd in artikel 109, § 5, eerste lid, van de Codex.

Paragraaf 4, tweede lid, moet dan ook als volgt worden gesteld:

“De beslissing van de gemeente om een einde te maken aan de overname van de dienst van een gemeentelijke belasting bedoeld in artikel 109, § 5, eerste lid van de Codex, wordt ter kennis gebracht (voorts zoals in het ontwerp)”.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 62, § 5, tweede lid, en 65, § 5, tweede lid.

Artikel 61

In paragraaf 1 dient te worden verwezen naar “artikel 60, § 3, tweede lid”, van het ontwerp, waarin sprake is van het gemeentelijk reglement dat bij de kennisgeving van de beslissing tot overdracht wordt gevoegd, in plaats van naar “artikel 60, § 1, tweede lid”, waarvan sprake is van het gemeentelijk reglement gevoegd bij de beslissing om de onderhandelingsprocedure op te starten voor het akkoordprotocol. Het is immers mogelijk dat laatstgenoemd gemeentelijk reglement ondertussen gewijzigd is.

Artikel 62

1. In de Franse tekst van paragraaf 2 moeten de woorden “dans ses attributions” weggelaten worden.

2. Paragraaf 4, die luidt dat “[d]e overname van de dienst van de gemeentelijke premie (...) pas uitwerking [heeft] eenmaal de kennisgeving bedoeld in paragraaf 3 werd gedaan”, lijkt strijdig te zijn met artikel 115, § 3, tweede lid, van de Codex, dat stelt dat de beslissing tot overdracht “haar datum van inwerkingtreding [bepaalt], zoals voorzien door het akkoordprotocol”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 65, § 4, van het ontwerp, dat om dezelfde redenen strijdig lijkt te zijn met artikel 118, § 4, tweede lid, van de Codex.

Artikel 63

In paragraaf 1 dient te worden verwezen naar “artikel 62, § 3, tweede lid”, van het ontwerp.

Artikel 64

Wanneer de gewestelijke fiscale administratie belast is met de gedwongen invordering van de bedragen die aan de gemeenten verschuldigd zijn en die niet binnen de daartoe vastgestelde termijnen werden betaald, stelt de regering luidens artikel 118, § 1, van de Codex de nadere regels van die invordering vast.

Artikel 64 van het ontwerp bepaalt dat, overeenkomstig artikel 118, § 1, vierde lid van de Codex, de bedragen die aan de gemeenten verschuldigd zijn, kunnen worden ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van titel 2, hoofdstuk 4 van het ontworpen besluit. Dat hoofdstuk telt twee afdelingen: Zekerheden (afdeling 1) en Vervolgingen (afdeling 2).

Er dient ook te worden verwezen naar de relevante bepalingen van de Codex die de basisregels inzake de invordering bevatten.

Wanneer de steller van het ontwerp de nadere regels vaststelt voor de invordering van de bedragen die aan de gemeenten verschuldigd zijn, moet hij er voorts op toezien dat hij de belastingplichtigen niet ongerechtvaardigd verschillend behandelt naargelang die invordering gebaseerd is op de bepalingen van de Codex en zijn uitvoeringsbesluit dan wel op de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 ‘betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen’, waarin gedeeltelijk wordt verwezen naar de bepalingen van het WIB 92 en van het KB/WIB 92.

De ontworpen bepaling moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

Artikel 66

1. Paragraaf 1, die artikel 119, § 3, van de Codex parafraseert, moet worden weggelaten.

2. Artikel 119 van de Codex luidt als volgt:

“§ 1. In het kader van de uitvoering van de internationale en de Europese rechterlijke verplichtingen tot hulp en bijstand in fiscale zaken van het Gewest, beschikt de gewestelijke fiscale administratie over de in titel 2 van deze Codex omschreven bevoegdheden.

De gewestelijke fiscale administratie kan, in dit kader ook een beroep doen op de invorderingsmaatregelen voorzien in deze Codex en zijn uitvoeringsbesluiten.

§ 2. De bevoegde agent mag, in het kader van de in paragraaf 1 omschreven omstandigheden, geschreven attesten inzamelen, derden horen, een onderzoek instellen, en binnen de door hem bepaalde termijn – welke in geval van overmacht kan worden verlengd – van natuurlijke of rechtspersonen, alsook van verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid alle inlichtingen vorderen die hij nodig acht om aan de hulp en bijstandsverplichtingen van het Gewest te kunnen voldoen.

Een bank-, wissel-, krediet- of spaarinstelling wordt als een derde beschouwd waarop de bepalingen van het eerste lid onverminderd van toepassing zijn.

§ 3. De bevoegde agent kan een administratieve geldboete van 125 euro tot 50.000 euro opleggen aan:

1° de personen die weigeren mee te werken aan het in paragraaf 2 bedoelde onderzoek;

2° personen die de krachtens paragraaf 2 ingevorderde inlichtingen niet of niet tijdig verschaffen.

De Regering legt de schaal van voornoemde geldboetes vast en regelt hun toepassingsmodaliteiten.

Deze geldboetes worden gevestigd en ingevorderd volgens de regels die van toepassing zijn voor de belastingen.”

Met toepassing van artikel 119, § 3, van de Codex stelt artikel 66, § 2, van het ontwerp twee schalen van administratieve geldboetes vast. Aan de overtreder die aantoonst dat de geldboete het gevolg is van omstandigheden onafhankelijk van zijn wil, kunnen kleinere geldboetes worden opgelegd, maar de boete wordt slechts “geannuleerd” wanneer is aangetoond dat de overtreding het gevolg is van overmacht, wat veronderstelt dat er sprake is van een niet te voorziene en onoverkomelijke hindernis waar de overtreder geen vat op heeft.

De artikelen 81 tot 86 van de Codex sommen een hele reeks gevallen op waarin administratieve geldboetes kunnen worden opgelegd, met name wanneer de bepalingen van de Codex of van zijn uitvoeringsbesluiten worden geschonden. Zo kunnen geldboetes worden opgelegd ingeval van een weigering om mee te werken of inlichtingen te verschaffen in het kader van de onderzoeken vermeld in de artikelen 54 tot 65 van de Codex.¹³ Artikel 82, § 1, 1°, van de

¹³ Overtredingen die hoe dan ook losstaan van de verplichtingen tot hulp en bijstand in fiscale zaken van het Gewest, vermeld in artikel 119 van de Codex. De artikelen 81 tot 86 van de Codex zijn immers niet van toepassing wanneer bijzondere bepalingen in andere administratieve geldboetes voorzien.

Codex sluit echter uit dat een boete wordt opgelegd wanneer de overtreding te wijten is aan omstandigheden onafhankelijk van de wil van de belastingplichtige.

De schalen van toepasselijke boetes variëren naargelang de overtreding duidelijk niet te wijten is aan kwade trouw of aan de intentie om de belasting te ontwijken, dan wel, integendeel, te wijten is aan bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden (artikelen 82 en 83 van de Codex).

Wat betreft de overtredingen vermeld in artikel 119, § 2, van de Codex, moet de steller van het ontwerp ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel kunnen motiveren waarom de weigering om aan een fiscaal onderzoek mee te werken kan leiden tot een boete indien de overtreding het gevolg is van omstandigheden onafhankelijk van de wil van de overtreder, terwijl artikel 82 van de Codex uitsluit dat voor mogelijk gelijksoortige overtredingen in dezelfde omstandigheden een administratieve boete wordt opgelegd.

Een dergelijke verschillende behandeling kan *a priori* niet worden gerechtvaardigd door de omstandigheid dat de boete vermeld in artikel 119 van de Codex in het kader van de wederzijdse bijstand tussen lidstaten wordt opgelegd.

Hoe dan ook kan de administratieve boete niet worden toegepast wanneer de belastingplichtige die geweigerd heeft informatie mee te delen, zich in omstandigheden bevindt op grond waarvan hij zich kan beroepen op zijn zwijgrecht, dat voortvloeit uit artikel 6 van het Verdrag ‘tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden’, ondertekend te Rome op 4 november 1950.¹⁴

Paragraaf 2 moet in het licht van de voorgaande opmerkingen worden herzien.

3. In paragraaf 3, tweede lid, dient te worden bepaald dat de overtreder tot bewijs van het tegendeel geacht wordt kennis te hebben genomen van de administratieve boete op de zevende dag die volgt op “de datum waarop de beslissing is verzonden zoals die blijkt uit de brief waarmee de beslissing om een administratieve boete op te leggen, ter kennis is gebracht”. Er kan immers een niet te bepalen tijd verstrijken tussen het nemen van de beslissing en de kennisgeving ervan aan de overtreder.

Los daarvan zou het beter zijn voor de rechtszekerheid om voor het vaststellen van de termijn waarbinnen de overtreder wordt geacht kennis te hebben genomen van de beslissing om een boete op te leggen, uit te gaan van de datum waarop de aangetekende brief vermeld in paragraaf 4 wordt verzonden. Enkel door de afgifte van de aangetekende brief kan immers een vaste datum worden gegeven aan de verzending van de voornoemde beslissing.

¹⁴ Advies 51.868/2/V, op 12 september 2012 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 21 december 2012 ‘tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, *Parl.St.* Br.Parl. 2012-13, nr. A-325, 27-31, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/51868.pdf>.

Artikel 68

Bij artikel 121, § 3, van de Codex wordt de regering gemachtigd de nadere regels voor het elektronisch beheer van de dossiers van de gewestelijke fiscale administratie vast te stellen. Die machtiging impliceert op zijn minst dat veiligheidsregels worden vastgesteld in verband met de registratie, de bewaring, de weergave en de overdracht van de gegevens die zich in die dossiers bevinden.

In artikel 68 van het ontwerp staat louter dat dat beheer “gebeurt via de informatica-applicaties geïmplementeerd bij de gewestelijke fiscale administratie”, maar er wordt geen enkele regel voor het beheer van die dossiers in vastgesteld.

De bepaling moet worden herzien in het licht van deze opmerking.

Artikel 69

Het vierde lid, dat bepaalt dat “[d]e elektronische handtekening (...) niet gecertificeerd [moet] zijn om geldig te zijn in het kader van het functioneren van de gewestelijke fiscale administratie”, is niet duidelijk genoeg.

Omwille van de rechtszekerheid dient nader te worden bepaald in welke gevallen en omstandigheden een niet-gecertificeerde elektronische handtekening als geldig kan worden beschouwd.

Artikel 72

Overeenkomstig artikel 145, § 3, van de Codex is titel 4 van de Codex in werking getreden op 19 maart 2019, de dag waarop de Codex in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Artikel 72 moet bijgevolg worden weggelaten.

SLOTOPMERKING

Voor een betere leesbaarheid van het ontworpen besluit zouden de opschriften van de hoofdstukken 2, 3 en 5 van titel 2 identiek moeten zijn aan die van de daarmee overeenstemmende hoofdstukken en afdelingen van de Codex.

Bijgevolg zou het woord “impôt” in de Franse tekst van het opschrift van de hoofdstukken 2 en 3 van de ontworpen tekst moeten worden vervangen door het woord “taxe”, dat in de Codex wordt gebruikt.

Het opschrift “Informatieverplichtingen” van hoofdstuk 5 zou moeten worden vervangen door het opschrift “Informatieverplichtingen van derden” (afdeling 3 van hoofdstuk 5 van titel 2 van de Codex).

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET